

Cote du document: EB 2012/105/R.11/Rev.1  
Point de l'ordre du jour: 7 b) i)  
Date: 3 avril 2012  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

**F**



Ouvrer pour que les  
populations rurales pauvres  
se libèrent de la pauvreté

## **Rapport du Président**

### **Proposition de prêt à la République du Kenya pour le**

### **Projet de gestion des ressources naturelles dans le bassin hydrographique du Haut Tana**

#### **Note pour les représentants au Conseil d'administration**

##### Responsables:

##### Questions techniques:

**Samuel Eremie**  
Chargé de programme de pays  
téléphone: +39 06 5459 2079  
courriel: s.eremie@ifad.org

##### Transmission des documents:

**Deirdre McGrenra**  
Chef du Bureau des organes directeurs  
téléphone: +39 06 5459 2374  
courriel: gb\_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent cinquième session  
Rome, 3-4 avril 2012

---

Pour: **Approbation**

## Table des matières

|  |            |
|--|------------|
| <b>Sigles et acronymes</b>   | <b>ii</b>  |
| <b>Carte de la zone du projet</b>  | <b>iii</b> |
| <b>Résumé du financement</b>   | <b>iv</b>  |
| <b>Recommandation d'approbation</b>  | <b>1</b>   |
| <b>I. Contexte stratégique et justification</b>  | <b>1</b>   |
| A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural  | 1          |
| B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats | 1          |
| <b>II. Description du projet</b>   | <b>2</b>   |
| A. Zone d'intervention et groupe cible   | 2          |
| B. Objectif de développement du projet   | 2          |
| C. Composantes/résultats   | 2          |
| <b>III. Exécution du projet</b>  | <b>2</b>   |
| A. Approche  | 2          |
| B. Cadre organisationnel   | 3          |
| C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs                               | 3          |
| D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance  | 4          |
| E. Supervision   | 4          |
| <b>IV. Coût, financement et avantages du projet</b>  | <b>4</b>   |
| A. Coût du projet  | 4          |
| B. Financement du projet   | 4          |
| C. Résumé des avantages et analyse économique  | 5          |
| D. Durabilité  | 6          |
| E. Identification et atténuation des risques   | 6          |
| <b>V. Considérations d'ordre institutionnel</b>  | <b>6</b>   |
| A. Respect des politiques du FIDA  | 6          |
| B. Alignement et harmonisation   | 7          |
| C. Innovations et reproduction à plus grande échelle   | 7          |
| D. Participation à l'élaboration des politiques  | 8          |
| <b>VI. Instruments juridiques et autorité</b>  | <b>8</b>   |
| <b>VII. Recommandation</b>   | <b>9</b>   |
| <br><b>Annexe</b>  |            |
| Accord de financement négocié  | 10         |
| <br><b>Appendice</b>   |            |
| Logical framework<br>(Cadre logique)   |            |

## **Sigles et acronymes**

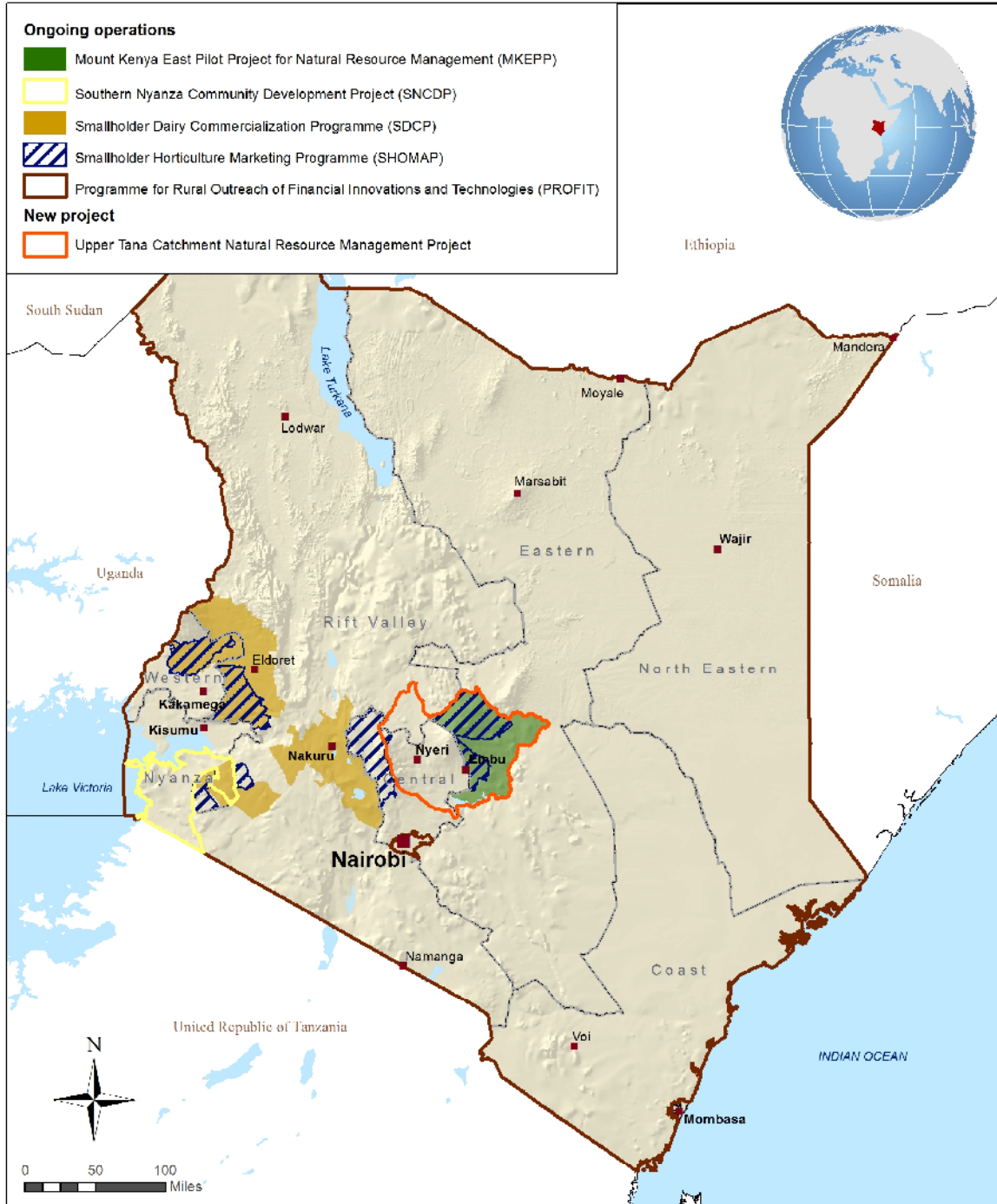
|       |  |
|-------|--|
| ECP   | Équipe de coordination du projet   |
| MKEPP | Projet pilote de gestion des ressources naturelles dans le secteur est du mont Kenya |
| S&E   | Suivi-évaluation   |

# Carte de la zone du projet

## Kenya

IFAD-funded operations

*President's report*



24-02-2012



Source: FIDA.

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

## République du Kenya

### Projet de gestion des ressources naturelles dans le bassin hydrographique du Haut Tana

#### Résumé du financement

|   |  |
|---|--|
| <b>Institution initiatrice:</b>                 | FIDA   |
| <b>Emprunteur:</b>                              | République du Kenya  |
| <b>Organisme d'exécution:</b>                   | Ministère de l'eau et de l'irrigation  |
| <b>Coût total du projet:</b>                    | 68,84 millions d'USD   |
| <b>Montant du prêt du FIDA:</b>                 | 21,25 millions de DTS (équivalant approximativement à 33,0 millions d'USD)   |
| <b>Conditions du prêt du FIDA:</b>              | 40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an |
| <b>Cofinancier:</b>                             | Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire (Fonds fiduciaire espagnol)             |
| <b>Montant du cofinancement:</b>                | 12,8 millions d'EUR (équivalant approximativement à 17,0 millions d'USD)   |
| <b>Conditions du cofinancement:</b>             | Identiques à celles du prêt du FIDA  |
| <b>Contribution de l'emprunteur:</b>            | 11,34 millions d'USD   |
| <b>Contribution des bénéficiaires:</b>          | 7,50 millions d'USD  |
| <b>Institution chargée de la préévaluation:</b> | FIDA   |
| <b>Institution coopérante:</b>                  | Supervision directe par le FIDA  |

## **Recommandation d'approbation**

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de prêt à la République du Kenya pour le Projet de gestion des ressources naturelles dans le bassin hydrographique du Haut Tana, telle qu'elle figure au paragraphe 24.

## **Proposition de prêt à la République du Kenya pour le Projet de gestion des ressources naturelles dans le bassin hydrographique du Haut Tana**

### **I. Contexte stratégique et justification**

#### **A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural**

1. Au Kenya, l'économie rurale dépend pour l'essentiel de la petite agriculture de subsistance, qui contribue à hauteur de 75% au produit agricole total. La plupart des Kenyans vivent dans des zones à fort potentiel agricole qui couvrent environ 18% du territoire national. La concentration de la population dans ces zones exerce une forte pression sur la base de ressources naturelles et, partant, leur dégradation. L'incidence de la pauvreté est d'environ 46% au niveau national mais avoisine 48% en moyenne en milieu rural, où elle peut même atteindre 65% dans les zones arides et semi-arides qui constituent plus de 80% des terres du pays et où vit plus de 30% de la population. Une forte croissance démographique (la population a plus que triplé au cours des 30 dernières années) et l'étroite dépendance des moyens d'existence à l'égard d'une base de ressources naturelles qui s'épuise rapidement expliquent notamment la persistance de la forte incidence de la pauvreté en milieu rural. La dégradation des ressources naturelles a des conséquences plus lourdes pour les femmes que pour les hommes car ce sont elles qui s'occupent essentiellement de pourvoir aux besoins de nourriture, d'eau et de bois de chauffe de leur famille.

#### **B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats**

2. Le projet reproduit à plus grande échelle le Projet pilote de gestion des ressources naturelles dans le secteur est du mont Kenya (MKEPP), qui bénéficie d'un appui du FIDA et du Fonds pour l'environnement mondial dont le but est d'allier une exploitation durable des ressources naturelles au renforcement des moyens d'existence en milieu rural dans cinq bassins versants du Haut Tana. L'examen à mi-parcours de ce projet pilote, réalisé en 2009, a conclu que les résultats en étaient satisfaisants et a recommandé de l'élargir à l'échelle de l'ensemble du bassin hydrographique du Haut Tana. Le nouveau projet se justifie par le fait qu'il est centré sur l'interdépendance entre pauvreté rurale et santé de l'écosystème dans un bassin hydrographique écologiquement fragile et fortement peuplé qui revêt une importance cruciale pour le pays et pour le monde. Le projet a pour axe stratégique d'inciter à promouvoir des activités de gestion durable des ressources naturelles. Il est conforme au plan national de développement à long terme, Vision 2030, dont l'objectif est de favoriser une croissance économique plus forte et plus durable. L'agriculture est dans Vision 2030 l'un des six secteurs prioritaires qui devraient contribuer à une croissance annuelle de 10%. Le projet est par ailleurs conforme aux objectifs stratégiques du FIDA qui consistent à améliorer la prestation des services et les revenus des populations pauvres en milieu rural. Le FIDA soutient ce projet à la suite d'une demande formulée par le Kenya dans une note conceptuelle.

## II. Description du projet

### A. Zone d'intervention et groupe cible

3. La zone d'intervention couvre environ 17 420 km<sup>2</sup> et comprend 24 bassins d'alimentation du fleuve Tana. Le bassin hydrographique du Haut Tana s'étend sur six des 47 districts du Kenya et compte une population de 5,2 millions d'habitants, alimente en eau environ la moitié de la population kényane et produit l'essentiel de l'énergie hydroélectrique du pays. La zone comprend les parcs nationaux du mont Kenya et des Aberdares et les réserves forestières avoisinantes; la densité de population y est de 300 habitants au kilomètre carré. Le projet cible environ 205 000 ménages ruraux pauvres dont les moyens d'existence dépendent de l'exploitation des ressources naturelles des bassins versants. Le groupe cible est composé de petits producteurs agricoles, éleveurs, agropasteurs, pêcheurs, négociants ruraux et groupements communautaires participant à des activités de gestion des ressources naturelles et de création de revenus. Une place spéciale est réservée aux femmes étant donné que les interdits socioculturels ne leur permettent pas de participer à la prise des décisions au sein de la famille et de leur communauté, ni d'accéder à la terre, aux intrants agricoles, à la technologie et au crédit.

### B. Objectif de développement du projet

4. Le but du projet est de contribuer à réduire la pauvreté rurale dans le bassin hydrographique du Haut Tana. Les objectifs de développement en sont les suivants: i) amélioration durable de la production vivrière et des revenus des ménages ruraux pauvres qui vivent dans la zone d'intervention; et ii) gestion durable des ressources naturelles moyennant la fourniture de services environnementaux.

### C. Composantes/résultats

5. Les quatre composantes du projet et les résultats escomptés sont les suivants: i) *autonomisation des communautés* pour qu'elles soient à même de gérer durablement les ressources naturelles, par le biais d'une action de sensibilisation des communautés et de renforcement de leurs capacités. Les équipes de facilitation du projet dans les districts en assureront l'exécution, avec l'appui de prestataires de services privés; ii) *mise en place de moyens d'existence durables en milieu rural*, basés sur les ressources naturelles, grâce au développement des technologies, à la vulgarisation et à la mise en œuvre de dons de contrepartie pour financer des activités génératrices de revenus. Cette composante sera exécutée par l'équipe de coordination du projet (ECP) à partir de l'évaluation indépendante des propositions soumises par les communautés et d'un suivi indépendant des grandes étapes de l'exécution des projets financés par un don; iii) *gestion durable des ressources naturelles*, y compris les terres, l'eau et les forêts, par le biais de la mise en œuvre de plans de gestion des sous-bassins, de la mise en valeur communautaire des ressources en eau, de travaux de régénération des zones écologiques critiques, de la conservation des sols et de l'eau ainsi que de l'atténuation du conflit entre hommes et faune sauvage par la mise en place de clôtures. L'exécution en sera assurée par des associations d'usagers de l'eau, des associations forestières communautaires et des agriculteurs en appliquant des mesures de conservation des sols et de l'eau à l'échelle de leurs exploitations. Les dons de contrepartie seront administrés par le Fonds fiduciaire pour les services de l'eau à la suite d'une évaluation indépendante des propositions; et iv) *gestion et coordination du projet* pour garantir une gestion efficace et efficiente par le biais de la coordination, du suivi-évaluation (S&E) ainsi que de la gestion des savoirs.

## III. Exécution du projet

### A. Approche

6. Compte tenu de l'expérience acquise au cours de l'exécution du MKEPP et d'autres projets de gestion des ressources naturelles, les méthodes d'exécution retenues

sont les suivantes: a) *un développement conduit par les communautés* pour les interventions locales prioritaires, exécutées par des groupements communautaires, avec une participation de la communauté au coût du projet pour en garantir la prise en charge locale et la pérennité; b) *une approche par écosystème* pour les interventions de gestion des ressources naturelles, lesquelles pourraient ne pas correspondre aux frontières administratives, afin de garantir la continuité écologique; c) *une approche inclusive de la parité hommes-femmes et de la prise en compte de cette problématique à tous les niveaux*, qui garantira la participation équitable des femmes, des jeunes et des groupes vulnérables, en veillant à définir avec précision les dates, la localisation, le lieu et la langue en ce qui concerne les mesures de renforcement des capacités; et d) *des partenariats public/privé* qui encouragent le recours aux prestataires de services du secteur privé dans les cas où ces derniers jouissent d'un avantage comparatif par rapport aux institutions publiques, et des partenariats avec des institutions financières pour financer les investissements dans la gestion des ressources naturelles.

## **B. Cadre organisationnel**

7. L'institution chef de file du projet restera le Ministère de l'eau et de l'irrigation, tout comme pour le MKEPP. Ce ministère déléguera l'exécution de certaines composantes aux ministères et institutions compétents chargés notamment de l'agriculture, de l'élevage, de la parité, de la foresterie et de l'environnement dans les districts. Le comité de pilotage du projet, qui se chargera de définir le dispositif de supervision et les orientations générales, sera présidé par le Secrétaire permanent du Ministère de l'eau et de l'irrigation; l'ECP, qui s'installera dans les locaux existants du MKEPP, en assurera la coordination au quotidien. Des comités de coordination du projet au niveau du district encadreront les équipes de facilitation chargées de la mise en œuvre au niveau du district. Le Ministère de l'eau et de l'irrigation, qui a donné les preuves de sa performance en tant qu'organisme d'exécution du MKEPP, continuera à jouer ce rôle dans le cadre de ce nouveau projet. Étant donné que certains ministères manquent de personnel au niveau local, le projet investira dans le renforcement des capacités en recourant à des prestataires de services privés pour fournir les compétences faisant défaut. Lorsque la nouvelle Constitution sera pleinement appliquée, les ministères seront moins nombreux et des responsabilités accrues seront confiées aux gouvernements des districts en matière d'exécution.

## **C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs**

8. L'apprentissage et la gestion des savoirs sont une sous-composante importante du projet. Les principales activités à ce titre seront notamment l'élaboration d'une stratégie d'apprentissage, de gestion et de communication des savoirs s'appuyant sur le système de S&E, la collecte, le stockage et le traitement des données ainsi que la mise en place de partenariats pour la diffusion des savoirs et l'apprentissage. Le système de S&E du projet s'appuiera sur le système de S&E existant dans le cadre du MKEPP, en le modifiant de manière à améliorer le suivi de l'impact et à pouvoir recueillir des données pour un projet de plus grande envergure. Tous les indicateurs de S&E seront ventilés par sexe; le système de S&E sera lié au système national de S&E intégré et au système informatisé de gestion financière (*e-ProMIS*), qu'utilise le Ministère des finances pour surveiller les flux financiers. Les bases de données électroniques accessibles via le site web du projet seront le moyen principal de diffusion des savoirs, qui ira de pair avec des méthodes d'apprentissage pratique et la création de communautés de praticiens. Deux membres de l'ECP, un responsable du S&E et un responsable de la gestion des savoirs/de l'apprentissage seront chargés de diriger ensemble ces deux sous-composantes. Le projet appuiera le renforcement des capacités en matière de planification, de S&E, de gestion systématique des savoirs et d'apprentissage entre organismes d'exécution et au sein des institutions des parties prenantes concernées.



## **D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance**

9. Le projet recourra aux dispositifs de gestion financière de l'État, que l'équipe chargée de la conception a jugé adéquats. Conformément à la section 4.04 d) des Conditions générales, un montant raisonnable du financement sera viré à l'avance sur deux comptes indiqués par l'emprunteur qui se chargera de transférer les fonds vers les comptes opérationnels de l'ECP. Cette dernière assurera le transfert des fonds aux districts ou aux autres organismes d'exécution, conformément aux plans de travail et budget annuels approuvés. Le Gouvernement kenyan applique les normes comptables internationales pour le secteur public (comptabilité de caisse), une modalité agréée par le FIDA. L'ECP tiendra la comptabilité du projet qui regroupera les données financières provenant des districts et des autres organismes d'exécution. Les états financiers préparés par l'ECP seront vérifiés par le Kenya National Audit Office conformément aux normes internationales d'audit. Selon les missions de supervision du FIDA, les fonctions comptables du MKEPP sont satisfaisantes. Les dispositifs nationaux de passation des marchés du Kenya sont en mesure de passer des marchés d'un montant inférieur aux seuils à partir desquels il a été convenu de lancer des appels d'offres internationaux. Quand il sera fait appel à la concurrence internationale, les procédures de la Banque mondiale seront appliquées. L'ECP coordonnera les achats mais les entités contractantes incluront les districts, les associations d'usagers de l'eau et les organisations communautaires, auxquels s'appliqueront des directives s'inspirant de celles qu'utilise la Banque mondiale pour passer les marchés au niveau communautaire. Compte tenu du risque élevé lié à la gouvernance au Kenya, le cadre directeur du projet prévoit les mesures suivantes: i) publication du programme et des critères d'attribution et d'utilisation des dons, de la composition des comités d'évaluation et des décisions prises pour chaque don; et ii) mise en place d'une procédure de recours.

## **E. Supervision**

10. Le projet sera directement supervisé par le FIDA. Des missions d'appui à la supervision et à l'exécution seront réalisées au moins deux fois par an tout au long de la période d'exécution du projet. L'équipe chargée de la supervision sera composée de représentants de l'équipe de gestion du programme de pays, pour le FIDA, et des principaux ministères ainsi que de consultants si besoin est. Au cours de la première année, la priorité sera de mettre en place les structures d'exécution à l'échelle des districts, de parachever l'élaboration des directives d'exécution et de mener une action de sensibilisation pour faire connaître le projet.

## **IV. Coût, financement et avantages du projet**

### **A. Coût du projet**

11. Le coût total du projet est estimé à 68,84 millions d'USD. Les aléas matériels sont jugés insignifiants mais, compte tenu de l'inflation très fluctuante au Kenya, une provision de 7,9% est prévue pour aléas financiers. La composante relative à la gestion durable des ressources naturelles et de l'eau représente environ 46% du coût total du projet et celle relative aux moyens d'existence durables en milieu rural 32%, ce qui montre l'importance que revêtent ces deux composantes s'agissant d'atteindre les objectifs du projet.

### **B. Financement du projet**

12. On trouvera ci-après un tableau récapitulatif le financement du projet. Le FIDA y contribuera à hauteur de 46% du coût total et le Gouvernement espagnol de 26%, l'un et l'autre à des conditions particulièrement favorables. La contribution des bénéficiaires sera de 11% et celle du gouvernement de 16%, principalement sous forme de taxes payées ou non perçues et de financement des charges récurrentes.

|   | FIDA/Fonds fiduciaire espagnol |      |         |       |               |      |         |       |
|---|--------------------------------|------|---------|-------|---------------|------|---------|-------|
|   | GK*                            |      | Prêts   |       | Bénéficiaires |      | Total   |       |
|   | Montant                        | %    | Montant | %     | Montant       | %    | Montant | %     |
| <b>A. Autonomisation des communautés</b>                        |                                |      |         |       |               |      |         |       |
| 1. Sensibilisation et information                               | 22                             | 1,7  | 1 294   | 98,3  | -             | -    | 1 316   | 1,9   |
| 2. Création et renforcement des structures communautaires clés  | 16                             | 1,1  | 1 482   | 98,9  | -             | -    | 1 498   | 2,2   |
| 3. Plans d'action communautaire                                 | -                              | -    | 1 329   | 100,0 | -             | -    | 1 329   | 1,9   |
| <b>Total partiel</b>  | 38                             | 0,9  | 4 105   | 99,1  | -             | -    | 4 143   | 6,0   |
| <b>B. Moyens d'existence durables en milieu rural</b>           |                                |      |         |       |               |      |         |       |
| 1. Recherche adaptative et démonstrations                       | 187                            | 10,7 | 1 563   | 89,3  | -             | -    | 1 750   | 2,5   |
| 2. Lancement d'activités génératrices de revenus                | 795                            | 3,9  | 15 015  | 73,2  | 4 711         | 23,0 | 20 521  | 29,8  |
| <b>Total partiel</b>  | 983                            | 4,4  | 16 577  | 74,4  | 4 711         | 21,2 | 22 271  | 32,3  |
| <b>C. Gestion durable des ressources naturelles et de l'eau</b> |                                |      |         |       |               |      |         |       |
| 1. Gestion durable des ressources en eau                        | 9 456                          | 47,2 | 9 932   | 49,5  | 664           | 3,3  | 20 052  | 29,1  |
| 2. Gestion durable des écosystèmes forestiers et agricoles      | 644                            | 5,4  | 9 159   | 76,8  | 2 126         | 17,8 | 11 928  | 17,3  |
| <b>Total partiel</b>  | 10 100                         | 31,6 | 19 091  | 59,7  | 2 790         | 8,7  | 31 981  | 46,5  |
| <b>D. Gestion et coordination du projet</b>                     |                                |      |         |       |               |      |         |       |
| 1. Gestion du projet  | 136                            | 1,6  | 8 386   | 98,4  | -             | -    | 8 521   | 12,4  |
| 2. Gestion des savoirs et apprentissage                         | 88                             | 4,6  | 1 841   | 95,4  | -             | -    | 1 929   | 2,8   |
| <b>Total partiel</b>  | 223                            | 2,1  | 10 227  | 97,9  | -             | -    | 10 450  | 15,2  |
| <b>Coût total du projet</b>                                     | 11 344                         | 16,5 | 50 000  | 72,6  | 7 501         | 10,9 | 68 845  | 100,0 |

\* GK: Gouvernement kényan.

### C. Résumé des avantages et analyse économique

13. Le nombre de bénéficiaires directs est estimé à 205 000 ménages et le coût du projet par ménage à 300 USD environ. Le tableau ci-après montre la répartition des bénéficiaires par intervention :

| <i>Intervention</i>   | <i>Nombre de ménages</i> |
|---|--------------------------|
| Clôtures de protection contre les animaux sauvages (60 km)                              | 80 000                   |
| Développement communautaire des ressources en eau (600 puits, forages, sources, etc.)   | 60 000                   |
| Dons de contrepartie pour les activités génératrices de revenus                         | 40 000                   |
| Dons de contrepartie pour la conservation des sols et de l'eau sur les terres agricoles | 16 000                   |
| Travaux de régénération des forêts et utilisation efficiente du bois de chauffe         | 7 000                    |
| Méthodes d'irrigation économisant l'eau   | 2 000                    |

14. Bon nombre de bénéficiaires indirects tireront également parti de l'amélioration de la situation environnementale dans la zone d'intervention, de l'autonomisation des communautés et de l'utilisation plus efficiente de l'eau en aval, hors du bassin du Haut Tana. L'analyse économique est principalement fondée sur l'estimation des coûts et des avantages de diverses mesures de conservation des sols et de l'eau, sur site et hors site, et sur toute une gamme d'activités génératrices de revenus durables. Le scénario sans projet fait apparaître des taux élevés d'érosion des sols, d'alluvionnement des cours d'eau, de disparition des terres agricoles productives, de baisse des rendements des cultures, de disparition et de dégradation des espaces forestiers. En essence, le projet incitera les gardiens des ressources naturelles du bassin du Haut Tana à prendre des mesures propices pour l'environnement et pour eux-mêmes, dont bénéficieront également d'autres groupes. Les avantages quantifiables pour les parties prenantes du bassin versant seront notamment les suivants: augmentation des revenus agricoles et de la production vivrière résultant des mesures de conservation des sols et de l'eau prises et des activités génératrices de revenus ayant un impact neutre ou positif sur l'environnement; diminution de l'érosion et de la charge alluviale dans les cours d'eau sous l'effet d'investissements publics bénéfiques, notamment remise en végétation des rives des cours d'eau, travaux de régénération de zones écologiques critiques et reboisement; et diminution des taux d'envasement des réservoirs et augmentation des flux des cours d'eau en saison sèche, ce qui améliorera l'approvisionnement de Nairobi en eau et accroîtra la quantité d'énergie

hydroélectrique produite. Les avantages moins aisément quantifiables sont notamment les suivants: maintien de la biodiversité; réduction du conflit entre l'homme et la faune sauvage; amélioration du piégeage du carbone; amélioration de la capacité de gestion des ressources naturelles des institutions responsables; autonomisation des communautés en leur qualité de gardiennes des ressources naturelles; amélioration de la santé publique résultant de la meilleure qualité de l'eau; et possibilités de lancer des entreprises d'écotourisme. Compte tenu de la valeur des bienfaits découlant des actions de conservation des sols et de l'eau, des activités génératrices de revenus et de l'irrigation, mais en excluant les avantages dont bénéficieront les usagers de l'eau en aval, le taux de rentabilité économique du projet devrait être d'environ 20%.

## **D. Durabilité**

15. La gestion durable des ressources naturelles est le thème central du projet. Les autres aspects ayant trait à la durabilité pris en compte lors de la conception du projet sont: l'autonomisation des communautés comme fondement même de la durabilité, grâce à la sensibilisation et au renforcement de la capacité des communautés en matière d'autogestion, sur une base durable, des ressources naturelles dont elles disposent; le développement institutionnel, en renforçant les moyens dont disposent les institutions publiques auxquelles ont été transférées les responsabilités de la gestion durable des ressources naturelles; et l'accent mis sur le choix de moyens d'existence durables. Les mesures complémentaires destinées à améliorer les perspectives de la petite agriculture durable dans le bassin du Haut Tana sont notamment les suivantes: participation accrue du secteur privé à la fourniture des intrants et des services; appui au développement de groupements d'agriculteurs; et formation intensive des agriculteurs et du personnel de vulgarisation aux techniques agricoles respectueuses de l'environnement.

## **E. Identification et atténuation des risques**

16. Outre le risque posé par la gouvernance, les autres risques, au niveau national, ont trait aux délais fluctuants du processus en cours de transfert des responsabilités aux districts, en application de la nouvelle Constitution, et à l'incertitude politique due aux élections générales prévues au début de l'année 2013. Le bureau de pays du FIDA suit la situation de près, et des mesures d'atténuation appropriées seront prises si des problèmes se posaient. Les risques inhérents au projet sont jugés modérés étant donné que, dans une large mesure, le projet tire parti de l'expérience du MKEPP et du Projet de gestion des ressources naturelles bénéficiant de l'appui de la Banque mondiale. Les risques envisagés sont notamment: a) une faible capacité d'exécution d'interventions de plus grande envergure, risque qui sera pris en compte en partie en exécutant le projet en diverses phases et en faisant appel à plusieurs partenaires d'exécution; b) de faibles moyens pour faire appliquer la législation environnementale, risque qui sera atténué en renforçant la capacité des organismes chargés de faire respecter la loi; et c) la corruption au niveau de la gestion des dons de contrepartie, risque qui sera atténué en utilisant des directives et procédures transparentes qui auront été diffusées auprès de l'ensemble du public sur l'évaluation des propositions, le suivi, le décaissement des fonds et la communication des résultats.

## **V. Considérations d'ordre institutionnel**

### **A. Respect des politiques du FIDA**

17. Les politiques du FIDA pertinentes pour le projet sont: la Stratégie du FIDA concernant le changement climatique, la Politique de gestion des ressources naturelles et de l'environnement du FIDA, la Stratégie du FIDA en matière de gestion des savoirs et la Politique du FIDA en matière de ciblage. Tous les aspects essentiels de ces politiques ont été pris en compte lors de la conception du projet. La stratégie concernant le changement climatique ainsi que la politique de gestion des ressources naturelles et de l'environnement ont été centrales pour concevoir

l'objectif de gestion durable des ressources naturelles dans la zone d'intervention. La Division environnement et climat du FIDA a participé de très près au processus de conception, fournissant notamment un appui pour réaliser l'évaluation de l'impact environnemental et social et l'évaluation environnementale stratégique. Le projet a été placé dans la catégorie B compte tenu des effets positifs qu'il devrait avoir sur l'environnement. Il a été donné plus d'importance à la gestion des savoirs, qui fait l'objet d'une sous-composante dont s'occupe un fonctionnaire attitré, de façon à garantir que les enseignements tirés de ce projet, et d'autres interventions, sont pleinement analysés et diffusés pour améliorer la gestion environnementale. La conception du projet respecte par ailleurs le projet de politique relative à l'égalité entre les sexes et à l'autonomisation des femmes, qui sera présenté au Conseil d'administration pour approbation en avril 2012. Les listes de vérification pour le ciblage et la parité hommes-femmes ont été dûment remplies et avalisées par la Division des politiques et du conseil technique du FIDA.

## **B. Alignement et harmonisation**

18. Au Kenya, dix ministères s'occupent actuellement du secteur de l'agriculture. Lorsque la nouvelle Constitution sera pleinement appliquée, ce nombre diminuera considérablement mais, dès à présent, la Stratégie pour le développement du secteur agricole 2010-2020 constitue un solide dispositif d'harmonisation. Cette stratégie a pour but global de parvenir à un taux de croissance moyen du secteur de 7% par an en s'appuyant sur deux grands axes stratégiques: accroître la productivité, l'exploitation commerciale et la compétitivité des entreprises agricoles; et assurer la gestion des principaux facteurs de production. S'agissant des facteurs de production, les priorités de la Stratégie pour le développement du secteur agricole sont les suivantes: améliorer le développement de l'irrigation et des ressources en eau, l'utilisation des terres, la gestion de l'environnement et des ressources naturelles ainsi que des ressources forestières et de la faune et de la flore sauvages. Le Groupe de travail "secteur agriculture et développement rural" relevant de la Stratégie d'assistance commune au Kenya, dont le FIDA est membre, réunit des acteurs des pouvoirs publics, des partenaires de développement et des intervenants autres que l'État pour qu'ils se concertent sur les priorités et les progrès du secteur. Le FIDA est également l'un des membres du Groupe "eau et protection de l'environnement". La conception du projet tient compte des résultats d'un projet de don bénéficiant de l'aide du FIDA, le Crédit eau verte, et de l'expérience en cours du Projet de gestion des ressources naturelles appuyé par la Banque mondiale, dont la zone d'intervention coïncide pratiquement avec celle du projet. Pour améliorer encore l'alignement, le projet aidera les associations d'usagers de l'eau établies dans le cadre du projet de la Banque mondiale à exécuter leurs plans de gestion des sous-bassins.

## **C. Innovations et reproduction à plus grande échelle**

19. Ce projet est conçu de manière à reproduire à plus grande échelle – en les développant, les adaptant et les soutenant – les approches et activités qui ont donné des résultats satisfaisants dans le cadre du MKEPP et du projet de la Banque mondiale, le but étant d'atteindre un nombre accru de bénéficiaires dans la zone d'intervention et d'accroître l'impact sur la gestion durable des ressources naturelles. Les interventions reproduites à plus grande échelle concernent: les stations de jaugeage des cours d'eau, de façon à maintenir un dispositif opérationnel de collecte de données sur le climat et les ressources en eau pour guider les activités de planification et de S&E du projet; l'élaboration de plans de gestion des sous-bassins dans la zone d'intervention élargie et l'appui à l'exécution des plans existants au moyen de dons administrés par le Fonds fiduciaire pour les services de l'eau; la formation des associations d'usagers de l'eau et le renforcement des capacités institutionnelles des organismes d'exécution; la collecte de l'eau de pluie dans des citernes en plastique et l'aménagement des sources pour alimenter à peu de frais les ménages en eau salubre; la régénération des forêts

autochtones; la mise en place de clôtures de protection contre les bêtes sauvages; l'exploitation forestière; les programmes d'écologisation des écoles; l'autonomisation des communautés; et les activités génératrices de revenus liées à la gestion des ressources naturelles. Le passage de cinq bassins versants, dans le cadre du MKEPP, à 24 pour le présent projet est un défi qui sera relevé en deux temps: premièrement, en introduisant progressivement de nouveaux bassins versants, avec des examens périodiques pour évaluer les résultats et la capacité d'intervention à plus grande échelle; et, deuxièmement, en soulignant le rôle de coordination et non plus d'exécution de l'ECP et en s'en remettant davantage aux partenaires d'exécution. Le processus de reproduction à plus grande échelle est conduit par le gouvernement, qui souhaite améliorer la gestion des ressources en eau dans le bassin du Haut Tana. Les autres moteurs du changement sont notamment les communautés rurales qui vivent dans la zone d'intervention, qui ont manifesté leur volonté de participer, et de contribuer, aux activités visant à améliorer leurs moyens d'existence, leur accès à l'eau, et à atténuer les effets du changement climatique. Le FIDA, dans le cadre de sa mission principale qui est de réduire la pauvreté, aide le gouvernement et les communautés locales à concevoir des interventions qui luttent contre la dégradation des ressources naturelles. L'un des moyens de reproduction à plus grande échelle utilisé consistera à assurer une transition sans heurt entre le MKEPP et le nouveau projet, qui devrait démarrer dans les trois à six mois avant la date de clôture de l'ancien projet. Un autre moyen consiste à opter pour une période d'exécution assez longue (huit ans) pour permettre une action suffisante de sensibilisation et de renforcement des capacités à l'appui des investissements dans la gestion des ressources naturelles. Globalement, on considère que le projet présente un risque modéré.

#### **D. Participation à l'élaboration des politiques**

20. Les sous-composantes du projet concernant le S&E, l'apprentissage et la gestion des savoirs seront les principaux moyens de production d'éléments factuels à l'appui de la concertation sur les politiques. La capitalisation, l'analyse et la diffusion de l'expérience et des enseignements provenant des communautés, des districts et d'autres partenaires d'exécution aideront les communautés et le FIDA à influencer davantage sur la politique de gestion des ressources naturelles et sur les possibilités de subsistance. La participation du FIDA aux travaux des groupes sectoriels pertinents et l'appui fourni aux institutions en matière de renforcement des capacités sont également des moyens d'améliorer la concertation sur les politiques.

### **VI. Instruments juridiques et autorité**

21. Un accord de financement entre la République du Kenya et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
22. La République du Kenya est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA et du Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire agissant par l'entremise du FIDA en sa qualité de gestionnaire.
23. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères en matière de prêts.

## **VII. Recommandation**

24. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds fera à la République du Kenya un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant équivalant à vingt et un millions deux cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (21 250 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire, agissant par l'entremise du FIDA en sa qualité de gestionnaire, fera à la République du Kenya un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant équivalant à douze millions huit cent mille euros (12 800 000 EUR), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président  
Kanayo F. Nwanze

## **Negotiated financing agreement: "Upper Tana Catchment Natural Resource Management Project (UTaNRMP)"**

(Negotiations concluded on 15 March 2012)

IFAD loan number: \_\_\_\_\_

Trust loan number: \_\_\_\_\_

Project Title: Upper Tana Catchment Natural Resource Management Project (the "Project")

The Republic of Kenya (the "Borrower")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

and

The Spanish Food Security Cofinancing Facility Trust Fund (the "Trust")

(each a "Party" and all of them collectively the "Parties")

WHEREAS the Executive Board of IFAD at its 100<sup>th</sup> Session approved the establishment of the Trust and further approved that the Trust, acting through IFAD in its capacity as the Trustee, enter into a Borrowing Agreement with the Kingdom of Spain; and

WHEREAS the Kingdom of Spain and IFAD, in its capacity as the Trustee of the Trust, have signed the Borrowing Agreement on 28 December 2010;

WHEREAS IFAD has agreed to extend a Loan (the IFAD Loan) to the Borrower for the purpose of financing the Upper Tana Catchment Natural Resource Management Project, on the terms and conditions set forth in this Agreement;

WHEREAS, on the basis of the above and other considerations, the Trust has agreed to extend a Loan (the Trust Loan) to the Borrower through IFAD as Trustee for the purpose of cofinancing the above referenced Project, on the terms and conditions set forth in this Agreement;

NOW THEREFORE, the Parties hereto hereby agree as follows:

### **Section A**

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1) and the Allocation Table (Schedule 2).

2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as may be amended from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein. The term "Loan" in the General Conditions shall apply equally to the IFAD Loan and the Trust Loan.

3. The Fund shall provide a Loan and the Trust shall provide a Loan to the Borrower (collectively referred to as "the Financing"), which the Borrower shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

## **Section B**

1. A. The amount of the IFAD Loan is SDR 21.25 million.  
B. The amount of the Trust Loan is EUR 12.80 million.
2. The IFAD Loan and the Trust Loan are granted on Highly Concessional Terms.
3. The Loan Service Payment Currency for the IFAD Loan shall be US dollar.  
The Loan Service Payment Currency for the Spanish Trust Loan shall be the Euro.
4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 July.
5. Payments of principal and service charge of the IFAD Loan and the Trust Loan shall be payable on each 15 February and 15 August.
6. The Borrower shall provide counterpart financing for the Project in an estimated amount of USD 11.34 million to finance all duties and taxes as well as to contribute to part of the expenditures of Category II (Sensitization, Training Workshops and Studies), Category III (Grants and Awards), and Category V (Civil Works).

## **Section C**

1. The Lead Project Agency shall be the Ministry of Water and Irrigation of the Borrower or such other Ministry responsible for water as the Borrower may designate.
2. The following are designated as additional Project Parties: the ministries responsible for Agriculture, Livestock, Fisheries, Cooperatives, Marketing, Rural Finance, Rural Roads, Environment, Mineral Resources, Forestry, Wildlife, Gender, Children and Social Development, Finance, and Planning; the participating counties; the Kenya Forest Service, the Kenya Wildlife Service, the Kenya Agricultural Research Institute, the Kenya Plant Health Inspection Services, the Water Resources Management Authority, the Water Services Trust Fund (or any of their successor organizations), and participating Water Resource Users Associations, Community Forest Associations and Common Interest Groups.
3. The Project Completion Date shall be the eighth anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

## **Section D**

The Financing will be administered and the Project supervised by the Fund.

## **Section E**

1. The following is designated as an additional ground for suspension of this Agreement: any key Project Coordination Team member has been removed without the endorsement of the Fund.



2. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower:

Minister for Finance  
P.O. Box 30007-00100  
Nairobi, Kenya

For the Fund:

President  
International Fund for Agricultural Development  
Via Paolo di Dono 44  
00142 Rome, Italy

For the Spanish Food Security Co-Financing Facility Trust Fund

President  
International Fund for Agricultural Development in its capacity as Trustee  
of the Spanish Food Security co-Financing Facility Trust Fund  
Via Paolo di Dono 44  
00142 Rome, Italy

This agreement, dated \_\_\_\_\_, has been prepared in the English language in nine (9) original copies, three (3) for the Fund, three for the Trust and three (3) for the Borrower

REPUBLIC OF KENYA

\_\_\_\_\_  
Authorized Representative  
Title

INTERNATIONAL FUND FOR  
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

\_\_\_\_\_  
Kanayo F. Nwanze  
President

FOR THE SPANISH FOOD SECURITY  
CO-FINANCING FACILITY TRUST FUND

\_\_\_\_\_  
Kanayo F. Nwanze  
President

## **Schedule 1**

### *Project Description and Implementation Arrangements*

#### **I. Project Description**

1. *Target Population.* The Project shall benefit about 205,000 poor rural households whose livelihoods revolve around the use of the natural resources in the Upper Tana River catchment. The target group includes smallholder crop and livestock farmers, agro-pastoralists, fishers, rural traders, and community groups involved in Natural Resource Management (NRM) and income generating activities, with a special focus on women whose participation in decision-making at the family and community level, as well as access to land, agricultural inputs, technology and credit is hindered by social and cultural constraints.
2. *Project Area.* The Project shall be implemented in 24 river basins lying largely within the six counties of Embu, Kirinyaga, Meru, Murang'a, Nyeri and Tharaka-Nithi.
3. *Goal.* The goal of the Project is to contribute to reduction of rural poverty in the Upper Tana River catchment.
4. *Objectives.* The objectives of the Project shall be to increase sustainable food production and incomes for poor rural households living in the Project area, and the sustainable management of the natural resources for provision of environmental services.
5. *Components.* The Project shall consist of the following four Components and their associated sub-component:

##### **5.1 Community Empowerment Component**

- a) The *Sensitisation and Awareness Raising* sub-component is designed to stimulate interest and awareness about the importance of sustainable rural livelihoods and NRM;
- b) The *Establishment and Strengthening of Key Community Structures* sub-component is to support the creation and strengthening of community organisations by developing their skills for participatory planning and project implementation;
- c) The *Community Action Plans (CAPs) for Livelihood Improvement and Sustainable NRM* sub-component is designed to develop CAPs which reflect community felt needs and priorities and which form the basis for the preparation of the annual work plan for the implementation of the identified priorities.

##### **5.2 Sustainable Rural Livelihoods Component**

- a) The *Adaptive Research and Demonstrations* sub-component will address some of the technical and knowledge constraints to improved productivity and livelihoods in the Upper Tana catchment;
- b) The *Adoption of Income Generating Activities (IGAs)* sub-component will encourage the adoption of enterprises assessed as having neutral or beneficial environmental impacts through a matching grant support;

### 5.3 Sustainable Water and Natural Resource Management Component

- a) The *Sustainable Management of Water Resources* sub-component shall continue the approach of community-based water resource management as mandated by the Water Act and implemented by MKEPP and the World Bank-assisted Natural Resources Management Project (NRMP), including support for remedial actions at environmental hotspots that affect water sources;
- b) The *Sustainable Management of Forest and Agricultural Ecosystems* sub-component will provide support to community groups to improve their management of agricultural and forest lands, including matching grants for technically viable soil and water conservation (SWC) measures implemented on-farm and the construction of wildlife-proof fencing to reduce human-wildlife conflict.

### 5.4 Project Management and Coordination Component

This component aims at ensuring an effective and efficient management of the Project through coordination, monitoring and evaluation and knowledge management.

## II. Implementation Arrangements

6. The Project shall be implemented and coordinated by the Ministry of Water and Irrigation. A Project Steering Committee shall provide policy-related guidance and advice while the day-to-day management of the Project will be undertaken by a Project Coordination Team (PCT), supported by the County Project Coordinating Committees (CPCCs), the County Project Facilitating Teams (CPFTs), and other implementation partners. The PCT shall be responsible for the procurement of the services of key partners and for monitoring and evaluating their work. The PCT shall also be responsible for the conduct of a baseline survey, the coordination of preparation of the joint annual work plan and budget (AWPB), overall Project progress reporting and financial management, and ensuring knowledge management and learning. The PCT shall provide support to the supervision missions and undertake any other tasks that facilitate the implementation of the Project. A key responsibility of the PCT shall be to ensure synergy and coordination with other IFAD-assisted and donor projects in the country.

7. *Implementation Arrangements.* Implementation arrangements for the three main components shall be as follows:

7.1 Component 1: Community Empowerment. The three sub-components under this component shall be implemented by the PCT, under the oversight of the Community Empowerment Coordinator, with the support of the Ministry for Gender, Children and Social Development at the county level, and through the engagement of other service providers to fill any skill gaps in capacity building.

7.2 Component 2: Sustainable Rural Livelihoods. The two sub-components under this component shall have the following implementation arrangements under the oversight of the Rural Livelihoods Coordinator in the PCT:

- a) The *Adaptive Research and Demonstrations* sub-component shall be implemented by the relevant government departments and service providers in conjunction with the Kenya Agricultural Research Institute (KARI) through its Embu Station and possibly other stations. The Kenya Plant Health Inspection Services (KEPHIS) will be responsible for regulatory oversight of seed multiplication and distribution.

- b) The *Adoption of Income Generating Activities* sub-component shall be managed by the PCT using transparent guidelines adapted from the "Livelihood Component Operations Manual" used by NRMP.

### 7.3 Component 3: Sustainable Water and Natural Resource Management

The two sub-components under the component shall be implemented as follows:

- a) The *Sustainable Management of Water Resources* sub-component shall be implemented mainly by the Water Resource Users Associations (WRUAs) who will develop and implement sub-catchment management plans (SCMPs) with technical support from the Water Resources Management Authority (WRMA) and financial support administered by WSTF. The WRUAs will work through common interest groups (CIGs) in implementing the SCMPs. The implementation of this sub-component will be under the oversight of the Water Resources Coordinator in the PCT.
- b) The *Sustainable Management of Forest and Agricultural Ecosystems* sub-component shall be implemented mainly by the Community Forest Associations and CIGs, with the matching grant support for SWC interventions administered by the PCT, the wildlife fencing managed by the Kenya Wildlife Service, and the rehabilitation of degraded forests managed by the Kenya Forest Service. The implementation of this sub-component will be under the oversight of the Land and Environment Coordinator at the PCT.

8. *Programme Implementation Manual.* The PCT shall revise the draft Project Implementation Manual (PIM), to include among other things, a Financial Management Manual, a Manual for the Implementation of the Grants including the criteria for evaluation and moving from one phase to the other, and Guidelines for Partnership Development. The revised PIM will be forwarded to the Fund for comments and no objection.

9. *Mid-Term Review.* A Mid-term Review (MTR) shall be conducted at the end of Project Year four, to assess the progress, achievements, constraints and emerging impact and likely sustainability of the project and make recommendation and necessary adjustments for the remaining period of disbursement. The MTR shall be carried out jointly by the Lead Project Agency and IFAD.

**Schedule 2***Allocation Table*

1. *Allocation of IFAD Loan and Trust Loan Proceeds.* (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the IFAD Loan and the Trust Loan; the allocation of the amounts of the IFAD Loan and the Trust Loan to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category.

| Category   | Amount of the IFAD Loan Allocated (Expressed in SDR) | Amount of the Spanish Trust Fund Loan Allocated (Expressed in EUR) | % of Expenditures to be Financed                   |
|--|--|--|--|
| I. Vehicles, Equipment and Materials                 | 2 300 000  | 1 385 000  | 100% net of taxes                                  |
| II. Sensitization, Training Workshops and Studies    | 3 980 000  | 2 395 000  | 100% net of taxes                                  |
| III. Grants and Awards                               | 6 835 000  | 4 120 000  | 100% net of taxes and beneficiaries' contributions |
| IV. Technical Assistance                             | 540 000  | 325 000  | 100% net of taxes                                  |
| V. Civil Works                                       | 2 920 000  | 1 760 000  | 100% net of taxes                                  |
| VI. Salaries, Allowances, Operations and Maintenance | 2 550 000  | 1 535 000  | 100% net of taxes                                  |
| Unallocated  | 2 125 000  | 1 280 000  |  |
| <b>TOTAL</b>   | <b>21 250 000</b>                                    | <b>12 800 000</b>  |  |

(b) All withdrawals shall be apportioned by the Fund proportionally between the IFAD Loan and the Trust Loan.

2. *Start-up Costs.* Withdrawals in respect of expenditures for start-up costs in Category I: Vehicles, Equipment and Materials, Category II: Sensitization, Training Workshops and Studies and Category VI: Salaries, Allowances, Operations and Maintenance incurred before the satisfaction of the general conditions precedent to withdrawal shall not exceed an aggregate amount of USD 800 000 for each of Category I, II and VI, respectively.

3. No withdrawals shall be made under Category III (Grants and Awards) until a governance framework for the WSTF and the PCT acceptable to the Fund shall have been put into place.

4. An impact evaluation of the Mount Kenya East Pilot Project (MKEPP) shall be carried out by the Borrower and submitted to the Fund for review. Activities found by the impact evaluation to not be effective shall be redesigned as agreed between the Fund and the Borrower. Withdrawals may only be made under Category III (Grants and Awards) for activities found to be effective by the Fund.

5. After the allocation of 10%, 30% and 60% of the grants under Category III, the Borrower shall ensure that audits of the resource allocation processes and use of grant funds are carried out by an independent service provider acceptable to the Fund. Withdrawals may only be made under Category III on condition that the Fund has determined that such audits are satisfactory, and only for grants which have been approved by one of the two committees which decide on grant allocations.

## Logical framework

| Results Hierarchy   | Indicators a/   | Means of Verification  | Assumptions  |
|---|---|--|--|
| <b>Goal:</b> Contribute to reduction of rural poverty in the Upper Tana river catchment.  | <ul style="list-style-type: none"> <li>• 15% reduction of poverty prevalence rate among 205,000 households participating in the project by Year 8 (Baseline 43.1% in 2005)</li> <li>• 3% reduction in malnutrition prevalence (weight for age of children under 5) in project area by Year 8 (Baseline 16% in 2009)</li> <li>• 5% increase in inventory of household assets among 205,000 participating households by Year 8 (Baseline ?)</li> </ul>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Household income and expenditure surveys.</li> <li>• RIMS impact survey questionnaire (baseline and final)</li> <li>• Demographic and health surveys conducted by Kenya National Bureau of Statistics</li> <li>• Annual household asset surveys by M&amp;E</li> </ul>   |  |
| <b>Development Objectives:</b><br>Increased sustainable food production and incomes for poor rural households in the project area; and sustainable management of natural resources for provision of environmental services. | <ul style="list-style-type: none"> <li>• 15% increase in average real incomes for 205,000 households engaged in sustainable NRM enterprises by Year 8 (Baseline ?).</li> <li>• 20% reduction in sediment load in rivers and water reservoirs in Upper Tana Catchment by Year 8 (Baseline 24,000 tonnes/day in rainy season and 2,800 tonnes/day in dry season).</li> <li>• 5% increase in base flow in rivers by Year 8 (Baseline ?).</li> <li>• 5% increase in ha of forest reserve protected/rehabilitated by Year 8 (Baseline ?).</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Baseline and annual follow-up production and income surveys in Project area by M&amp;E and during impact survey in Year 8.</li> <li>• Biannual river gauging surveys by WRMA.</li> <li>• Periodic sampling and analysis of river water.</li> <li>• Remote sensing data to monitor forest conditions.</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Potential conflicts between conservation and livelihood pillars of the Project are resolved.</li> <li>• Farmers and entrepreneurs in the project area have improved market access.</li> </ul> |
| <b>Outcome 1:</b> Rural communities empowered for sustainable management of natural resources.  | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Increase in number of community-led initiatives to improve the management of natural resources.</li> </ul>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Annual Project reports.</li> <li>• Media articles on community-led initiatives.</li> </ul>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>• County conflict resolution mechanism for community investments in NRM</li> </ul>  |
| <b>Output 1.1:</b> Communities with increased awareness of sustainable NRM.   | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Level of awareness on NRM issues within 273 participating communities.</li> </ul>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Baseline and annual follow-up surveys on awareness about NRM issues by M&amp;E</li> <li>• Media reports on NRM issues</li> </ul>  |  |
| <b>Output 1.2:</b> Key community organisations with increased capacity to manage natural resources sustainably.   | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Capacity of 294 community organizations for sustainable NRM planning and implementation</li> </ul>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Baseline and annual follow-up organisational capacity assessment tools.</li> </ul>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Communities have access to resources to invest in sustainable NRM.</li> </ul>   |
| <b>Output 1.3:</b> Community action plans for livelihood improvement and sustainable NRM.   | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Number of community action plans prepared and implemented (target 240 FDAs and 33 CFAs).</li> </ul>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Documented action plans.</li> </ul>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Action plans will address the causes of unsustainable natural resource utilisation.</li> </ul>  |
| <b>Outcome 2:</b> Natural resource-based rural livelihoods sustainably improved.  | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Increase in level of income generated and assets acquired by participating households.</li> </ul>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Household income and asset surveys: baseline and follow-up by M&amp;E.</li> </ul>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Market opportunities for agricultural products will continue to expand.</li> </ul>  |

|   |   |  |   |
|---|---|--|---|
| <b>Output 2.1:</b> Agricultural packages adapted to agro-ecological and socio-economic contexts.                                | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Number of sustainable agricultural packages tested and demonstrated (target of 240 by Year 8).</li> <li>• Quantity of seed produced (target of 200 contract seed growers producing 720 tonnes of seed by Year 8)</li> </ul>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Reports on trials, demonstrations and research results.</li> </ul>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Tested packages are adopted appropriately by farming communities</li> </ul>  |
| <b>Output 2.2:</b> CIGs successfully adopt or improve farm and/or non-farm IGAs   | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Increasing adoption by CIG members (target 40,000 members and 3,210 matching grants by Year 8).</li> </ul>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Project reports on CIG income-generating activities by M&amp;E.</li> <li>• Farmer field school records.</li> </ul>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Continued access to financial services and inputs, including through PROFIT.</li> </ul>  |
| <b>Outcome 3:</b> Land, water and forest resources sustainably managed for the benefit of local people and the wider community. | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Reduction in level and severity of land degradation, improved water flows, water quality and forest condition.</li> </ul>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Baseline and follow-up measurements of these key environmental parameters through biannual river gauging surveys by WRMA, periodic sampling and analysis of river water, and remote sensing data to monitor forest conditions.</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Potential conflicts related to resource utilisation will be resolved.</li> </ul>   |
| <b>Output 3.1:</b> Sustainably managed water resources.   | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Access to safe water (target 60,000 households by Year 8).</li> <li>• Area under irrigated using water-efficient methods (target 2,000 ha by Year 8).</li> <li>• Levels of chemical and microbial pollution in waterways (Baseline ?).</li> <li>• Number of functional WRUAs (target of 24, Baseline is 17 WRUAs formed by MKEPP and NRMP).</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Household surveys (baseline and follow-up).</li> <li>• Records kept by Irrigation Water User Associations.</li> <li>• Bathymetric surveys in reservoirs.</li> <li>• Water quality monitoring surveys.</li> </ul>                          | <ul style="list-style-type: none"> <li>• There is adequate community capacity to maintain the water investments for continued sustainability</li> </ul>   |
| <b>Output 3.2:</b> Sustainably managed forest and agricultural ecosystems.  | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Area of forests rehabilitated and/or protected (target of 1,300 ha by Year 8)</li> <li>• Number of human-wildlife conflicts reported (target of 60 km of wildlife fence by Year 8).</li> <li>• % decrease in rates of farm soil loss by Year 8</li> <li>• Disbursement and use of 1,450 matching grants for SWC initiatives by Year 8.</li> </ul>      | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Reports on activities undertaken by CFAs.</li> <li>• Soil loss measurements at representative sites covering the main farming systems.</li> <li>• Reports on matching grants for SWC activities</li> </ul>                                | <ul style="list-style-type: none"> <li>• CFAs effective in controlling illegal uses of forest resources.</li> <li>• SWC matching grants activities continue after the matching grants.</li> </ul> |
| <b>Outcome 4:</b> Project effectively and efficiently managed.  | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Project activities fully integrated in mainstream GoK systems and institutions with functional management, monitoring and reporting.</li> </ul>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>• NIMES M&amp;E reports</li> </ul>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Constitutional arrangements conducive to project implementation.</li> </ul>  |
| <b>Output 4.1:</b> Fully functional governance, management, monitoring and reporting systems.                                   | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Project implemented on schedule with performance ratings of satisfactory or better.</li> <li>• Increasing measures of institutional capacity.</li> </ul>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Supervision and implementation support mission reports, and audit reports.</li> <li>• Formal institutional capacity assessments (eg OCAT b/)</li> </ul>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>• It will be possible to recruit and retain suitably qualified project staff.</li> </ul>   |
| <b>Output 4.2:</b> Knowledge about NRM effectively managed and disseminated to stakeholders.                                    | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Increasing dissemination and use by stakeholders of knowledge generated by project.</li> <li>• Regional knowledge centres effectively networked.</li> </ul>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Number of information materials produced and distributed project-wide as monitored by M&amp;E.</li> <li>• Reports of regional KM.</li> <li>• Surveys on awareness of sustainable NRM.</li> </ul>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Other partners will cooperate with knowledge management systems.</li> </ul>  |

a/ All indicators to be gender disaggregated

b/ Organisational Capacity Assessment Tool